



RENDU EXECUTOIRE LE

**1 8 JAN. 2023**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 13/01/2023

Reçu en préfecture le 13/01/2023

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20230113-23\_A\_SE\_0116-AR

**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0116**du **13 JAN. 2023**

**DGAS**  
**Service des Etablissements**  
**39 rue de Beaulieu**  
**86034 POITIERS CEDEX**

Portant fixation à compter du **01/01/2023** du tarif horaire applicable aux bénéficiaires de l'**Allocation Personnalisée d'Autonomie**, et de la **Prestation de Compensation du Handicap**, pour les interventions réalisées par l'association Familles Rurales – APEF de Gençay en mode prestataire

---

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,****VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;****VU la délibération du 16 décembre 2022 du Conseil Départemental de la Vienne relative au budget départemental primitif pour 2023 ;****VU l'arrêté n° 2007 DISS/SSP-013 du 25 octobre 2007 portant autorisation au service d'aide à domicile géré par l'APEF de Gençay ;****VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0179 du 14 mars 2022 portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile délivré à l'APEF de Gençay ;****VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé le 28 septembre 2018 et ses avenants s'y afférents, entre le Département de la Vienne et l'APEF de Gençay ;****VU l'article 1er du décret n° 2021-1155 du 6 septembre 2021 relatif à l'aide aux départements versée par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie en application de l'article 47 de la loi de financement de la Sécurité Sociale n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 afin de prendre en charge une partie des coûts directement supportés par les Départements consécutivement à la conclusion de conventions ou accords collectifs de branche en matière de revalorisation des rémunérations versées aux salariés de ces services ;****VU l'avenant 43 agréé conformément aux dispositions de l'article L314-6 du code de l'action sociale et des familles et s'imposant ainsi aux autorités compétentes en matière de tarification avec une date d'effet à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2021 ;****SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;**

Envoyé en préfecture le 13/01/2023  
Reçu en préfecture le 13/01/2023  
Publié le   
ID : 086-228600011-20230113-23\_A\_SE\_0116-AR

## **ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** Le tarif horaire de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ainsi que de la Prestation de Compensation du Handicap, applicable aux bénéficiaires du service d'aide à la personne de l'association Familles Rurales – APEF de Gençay est fixé comme suit :

### **Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023 :**

**23 €** par heure pour des interventions de la semaine, les dimanches et jours fériés.

**ARTICLE 2 :** Au titre de l'avenant 43, la dotation pour l'année 2023 calculée selon les activités prévisionnelles 2023 pour l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère est de 141 120 € pour 32 000 heures, soit à titre indicatif un coût horaire de 4,41 €.

Cette dotation est versée mensuellement à hauteur de 80 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, soit 9 408 €.


Le solde sera versé en février 2024 sur la base des surcoûts 2023 réellement remontés par l'APEF de Gençay au Département au plus tard le 31 janvier 2024.

**ARTICLE 3 :** L'Allocation Personnalisée d'Autonomie et la Prestation de Compensation du Handicap à domicile sont versées directement au service à la personne concerné intervenant sur un mode prestataire, sur présentation d'une facture indiquant précisément la prestation rendue.

**ARTICLE 4 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale – Cour administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun - 33074 BORDEAUX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un **délai franc d'un mois** à partir de sa notification ou de sa publication.

Un recours juridictionnel sur l'application Telerecours citoyens est également possible en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Envoyé en préfecture le 13/01/2023  
Reçu en préfecture le 13/01/2023  
Publié le   
ID : 086-228600011-20230113-23\_A\_SE\_0116-AR

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe chargée des Solidarités, le Gestionnaire et la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le **13 JAN. 2023**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 13/01/2023  
Reçu en préfecture le 13/01/2023  
Publié le   
ID : 086-228600011-20230113-23\_A\_SE\_0116-AR